

L'industrie ralentit la cadence

PAR ULYSSE BERGERON . Les Affaires . 13-10-2012

Les sociétés d'exploration minière doivent jongler avec l'instabilité économique mondiale, une baisse de la demande de métaux et l'incertitude liée à la transition du gouvernement provincial.

«Les défis sont nombreux pour les sociétés juniors en exploration minière. Depuis quelques semaines, on assiste à un ralentissement des intentions d'investissement», constate la directrice générale de l'Association de l'exploration minière du Québec, Valérie Fillion.

Depuis le ralentissement de 2008, les activités d'exploration avaient pourtant repris du poil de la bête.

En 2010, au Québec, les dépenses d'exploration étaient d'environ 550 millions de dollars. En 2011, les données provisoires indiquaient qu'elles avaient augmenté pour friser les 700 M\$. Et il y a quelques semaines encore, l'Institut de la statistique du Québec laissait présager que la croissance des dépenses continuerait en 2012 pour atteindre 750 M\$.

«Mais ces chiffres reflètent les intentions d'il y a quelques mois déjà. Depuis, la réalité a bien changé», dit Valérie Fillion.

L'industrie fonctionne au ralenti. «À Rouyn-Noranda, plusieurs foreuses destinées à l'exploration sont actuellement stationnées et inutilisées», indique-t-elle.

Instabilité de l'économie mondiale

Qu'est-ce qui explique ce fléchissement ? Il y a tout d'abord l'instabilité économique mondiale. Elle refroidit les ardeurs des investisseurs étrangers.

«L'économie européenne est mal en point, et cela se ressent dans l'investissement», constate Valérie Fillion. À cela s'ajoute le durcissement des réglementations fiscales aux quatre coins de la planète.

Qui plus est, l'appétit de la Chine pour les métaux a considérablement diminué en raison du ralentissement de sa croissance. Inévitablement, cela s'est traduit par une baisse significative des indices boursiers du secteur minier comme ceux de Bloomberg et du TSX.

«C'est difficile pour certaines entreprises», concède André Gauthier, pdg de Matamec, une société d'exploration propriétaire de Kipawa, un gîte au fort potentiel de terres rares de la région du Témiscamingue. Dans un tel contexte, ce sont «ceux qui ont des projets avancés ou qui ont des réseaux de financement assez bien organisés qui vont s'en sortir le mieux».

Un bras de fer à prévoir

L'arrivée au pouvoir du Parti québécois suscite également des inquiétudes. «Beaucoup se demandent où on s'en va et quelles seront les nouvelles dispositions dans la réglementation», dit Valérie Fillion.

Trois projets de loi (14, 27 et 65) ayant un impact direct sur l'industrie ont été mis de côté lors du déclenchement des élections provinciales, en août dernier. Cela signifie la réouverture du dossier par la nouvelle ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, qui s'affiche clairement environmentaliste.

Valérie Fillion admet du bout des lèvres les inquiétudes que suscite l'arrivée d'une environmentaliste à la tête de ce ministère. «Il faut comprendre que c'est un ministère à vocation économique avant tout», note-t-elle. Elle reste néanmoins confiante : «Martine Ouellet a la capacité de peser le pour et le contre des impacts des décisions.»

Redevances

André Gauthier, de chez Matamec, rappelle quant à lui que la fiscalité est déjà plus lourde au Québec que dans les autres provinces, et il cite l'exemple de l'Ontario. Le nouveau gouvernement devra s'assurer que l'augmentation des redevances qu'il souhaite soit «applicable» à la réalité québécoise et «viable» à long terme.

Il soutient que le nouveau gouvernement n'aura pas d'autre choix que celui de faire preuve d'un «certain réalisme». Il explique : «Si le PQ tient absolument à imposer un pourcentage du profit net, j'ai l'impression que les fonctionnaires vont devoir regarder l'impact que cela aura sur les différents projets.» Une approche par secteur et une évaluation des redevances par type de minerais seraient plus réalistes, selon lui.

Selon Jack Stoch, pdg de la société d'exploration Globex Mining, l'attitude du gouvernement québécois, tous partis politiques confondus, freine le secteur de l'exploration. «Aussi bien le Parti libéral que le Parti québécois donnent aux Municipalités et aux propriétaires le droit de bloquer des activités d'exploration. Ce n'est pas évident pour nous d'effectuer notre travail», explique-t-il.

Chose certaine, soutient Valérie Fillion, «l'industrie fonctionne mieux quand les règles sont claires et établies». Le secteur québécois de l'exploration se portera mieux une fois qu'il sera sorti des méandres de l'incertitude actuelle. «Et le plus tôt sera le mieux», note-t-elle.

30 %

Baisse du volume des transactions mondiales de l'exploitation minière pour le premier semestre de 2012. Si on exclut l'offre d'achat majeure de Xstrata par Glencore (53,6 milliards de dollars), les transactions annoncées pour la première moitié de 2012 se sont chiffrées à 25 milliards de dollars, soit à un tiers de la valeur des transactions enregistrées l'année dernière pendant la même période. | **Source : PwC**

7,8 % Taux de croissance du PIB de la Chine au cours de la première moitié de 2012. Il s'agit là de la plus faible croissance enregistrée depuis trois ans, ce qui pourrait avoir un effet sur la production des métaux au Québec. **Source : FMI**